

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### SOMMAIRE

**p.1: L'édito / p.2 et 3: Bernie Sanders analyse la situation intérieure aux Etats-Unis / p. 3 : Les Bras m'en tombent : les actionnaires de la grande distribution / p.4 à 7 : Place au débat : économie de guerre contre sécurité sociale/ p 7 : Sale temps pour les Mutuelles/ p. 8 : Et si au lieu de tailler dans les dépenses on augmentait les recettes ?**

### EDITO

Un peu plus de trois mois après sa nomination au poste de Premier ministre, François Bayrou apparaît plus que jamais fragilisé. Suite à l'affaire Betharram, bien sûr, qui n'a pas encore livré tous ses secrets, mais aussi en raison de sa manière de gouverner. Comment comprendre qu'après avoir installé un « conclave » sur les retraites où soi-disant toutes les options seraient sur la table, Bayrou refuse tout retour à l'âge légal à 62 ans alors même que cette possibilité faisait partie du deal avec le Parti Socialiste et les syndicats ? Résultat : même si la CFDT et une partie du patronat continuent à y siéger, l'issue de ce « conclave » ne prête guère à l'optimisme. Cela d'autant plus que le nouveau refrain appelant à renforcer les capacités de défense de la France et de l'Europe est utilisé par les libéraux pour remettre en cause l'ensemble des acquis sociaux. Par ailleurs, le navire Bayrou tangue de plus en plus au gré des ambitions de ses ministres. Retailleau et Darmanin se livrent à une concurrence médiatique pour apparaître comme celui qui sera le plus à même de battre Le Pen lors de la prochaine présidentielle et les autres ministres, à l'image d'Elisabeth Borne, ne sont pas en reste. Sans compter que LR apparaît divisée sur la stratégie – soutien ou opposition – notamment dans la perspective du prochain congrès du parti. Du côté de l'opposition de gauche, ce n'est guère mieux. Le prochain congrès du PS prévu en juin aiguise les appétits de ceux qui voudraient mettre un terme au mandat de Faure. Du coup,

l'hypothèse d'un vote de censure contre Bayrou ressurgit.

Pendant ce temps-là, on chercherait en vain des signes que les problèmes des Français sont enfin pris en compte, y compris dans le programme de gouvernement annoncé par Bayrou il y a quelques jours.

Cela, dans un contexte international loin d'être réjouissant. Malgré ses promesses, Trump n'est toujours pas parvenu à obtenir la paix tant au Proche-Orient qu'en Ukraine. En Israël, Netanyahu continue à faire bombarder les populations de Gaza et du Liban tandis que la Russie multiplie ses frappes en Ukraine malgré un semblant d'accord sur une possible trêve limitée. On pourrait se réjouir de voir certains états européens, à commencer par l'Allemagne, comprendre qu'ils ne doivent pas tout miser sur la protection US mais cela s'accompagne d'une offensive des fédéralistes européens pour tenter de grignoter un peu plus sur les états alors que le rêve d'un peuple européen n'est qu'une chimère. A l'intérieur des États-Unis, une régression démocratique est en marche : licenciements massifs de fonctionnaires fédéraux, attaques contre les juges, remise en cause des droits des minorités et des étrangers, font craindre de voir l'Amérique tomber dans la pire période de son histoire alors que l'augmentation du pouvoir d'achat promise par Trump durant sa campagne se mue en risque d'inflation et même de récession d'après les économistes.

*Pierre KERDRAON*

## INTERNATIONAL

*Plutôt que d'élucubrer sur le Trump « international », une intéressante analyse de Bernie SANDERS sur la situation INTERNE aux Etats-Unis :*

« Je ne remercie pas souvent Elon Musk, mais il a fait un travail remarquable en montrant ce que nous soutenons depuis des années - et le fait que nous vivons dans une société oligarchique où les milliardaires dominent non seulement notre politique et les informations que nous consommons, mais aussi notre gouvernement et notre économie...

Cela n'a jamais été aussi clair qu'aujourd'hui.

Mais compte tenu des nouvelles et de l'attention que M. Musk a reçues ces dernières semaines pour avoir éliminé illégalement et inconstitutionnellement des institutions gouvernementales, j'ai pensé que c'était le bon moment pour poser la question que les médias et la plupart des politiciens ne semblent pas se poser : que veulent vraiment lui et les autres multimilliardaires ? Quel est leur jeu final ?

À mon avis, ce que Musk et son entourage poursuivent agressivement n'est pas quelque chose de nouveau, ce n'est pas compliqué et ce n'est pas inédit. C'est ce que les classes dirigeantes, tout au long de l'histoire, ont toujours voulu et considéré comme leur appartenant de droit : plus de pouvoir, plus de contrôle, plus de richesse. Et ils ne veulent pas que les gens ordinaires et la démocratie se mettent en travers de leur chemin.

Elon Musk et ses collègues oligarques estiment que le gouvernement et les lois ne sont qu'un obstacle à leurs intérêts et à ce à quoi ils ont droit.

Dans l'Amérique pré-révolutionnaire, la classe dirigeante gouvernait grâce au « droit divin des rois », la croyance selon laquelle le roi d'Angleterre était un représentant incontesté de Dieu. Aujourd'hui, les oligarques croient qu'en tant que maîtres de la technologie et en tant que « personnes à QI élevé », ils ont le droit absolu de gouverner.

En d'autres termes, ils sont nos rois modernes.

Et ce n'est pas seulement une question de force. C'est une richesse incroyable. Aujourd'hui, Musk, Bezos et Zuckerberg possèdent une richesse combinée de 903 milliards de dollars, soit plus que la moitié la plus pauvre de la société américaine, soit 170 millions de personnes. Incroyablement, depuis l'élection de Trump, leurs enjeux ont grimpé en flèche. Elon Musk est plus riche de 138 milliards de dollars, Zuckerberg de 49 milliards de dollars et Bezos de 28 milliards de dollars. Si l'on additionne tout cela, les trois personnes les plus riches d'Amérique sont 215 milliards de dollars plus riches depuis le jour de l'élection.

Pendant ce temps, alors que les très riches deviennent encore plus riches, 60 % des Américains vivent d'un chèque de paie à l'autre, 85 millions ne sont pas assurés ou sous-assurés, 25 % des personnes âgées vivent avec 15 000 dollars ou moins, 800 000 sont sans abri, et nous avons le taux de pauvreté infantile le plus élevé de presque toutes les grandes nations du monde.

Pensez-vous que les oligarques devraient cracher sur ces gens-là ? Croyez-moi, ils ne le savent pas. La décision d'Elon Musk de dissoudre l'agence américaine pour le développement international (USAID) signifie que des milliers de personnes parmi les plus pauvres du monde mourront de faim ou de maladies évitables.

Mais ce n'est pas seulement à l'étranger. Ici, aux États-Unis, ils prendront bientôt en charge les programmes de santé, de nutrition, de logement et d'éducation qui protègent les plus vulnérables de notre pays afin que le Congrès puisse leur accorder, ainsi qu'à leurs collègues milliardaires, d'importantes réductions d'impôts. Comme les rois d'aujourd'hui qui croient avoir le droit absolu de régner, ils n'hésiteront pas à sacrifier le bien-être des travailleurs pour protéger leurs privilèges.

De plus, ils utiliseront les grandes opérations médiatiques qu'ils possèdent pour attirer l'attention sur l'impact de leurs politiques tout en nous « divertissant à mort ». Ils mentiront, mentiront et mentiront. Ils continueront à dépenser d'énormes sommes d'argent pour acheter des politiciens des deux principaux partis politiques.

Ils mènent une guerre contre la classe des travailleurs de ce pays et ils ont l'intention de gagner cette guerre.

Je ne plaisante pas : les problèmes auxquels ce pays est confronté sont graves et difficiles à résoudre. L'économie est truquée, notre système de financement de campagne est corrompu et nous luttons pour contrôler le changement climatique, entre autres choses.

Mais voici ce que je sais : la plus grande crainte de la classe dirigeante de ce pays est que les Américains – noirs, blancs, hispaniques, urbains et ruraux, homosexuels et hétérosexuels – se rassemblent pour exiger un gouvernement qui nous représente tous, et pas seulement une poignée de riches.

Leur cauchemar est que nous ne permettrons pas à la race, à la religion, à l'orientation sexuelle ou au pays d'origine de nous diviser, et qu'ensemble nous aurons le courage de leur tenir tête.

Est-ce que cela sera facile ? Bien sûr que non.

La classe dirigeante de ce pays vous rappellera qu'elle détient tout le pouvoir. Ils contrôlent le gouvernement, ils possèdent les médias. « Voulez-vous nous accompagner ? Bonne chance », disaient-ils. « Tu ne peux rien y faire » .

Mais notre tâche aujourd'hui n'est pas d'oublier la grande lutte et les sacrifices que des millions de personnes ont consentis au cours des siècles pour créer une société plus démocratique, plus juste et plus humaine :

- Le renversement du roi d'Angleterre afin de créer une nouvelle nation et un gouvernement autonome. Impossible.

- Instauration du suffrage universel. Impossible. - Mettre fin à l'esclavage et à la ségrégation. Impossible.

- Donner aux travailleurs le droit de former des syndicats et abolir le travail des enfants. Impossible.

- Donner aux femmes le contrôle de leur propre corps. Impossible.

- Adoption d'une loi visant à établir la sécurité sociale, l'assurance-maladie, Medicaid, le salaire minimum, l'air pur et l'eau potable. Impossible.

En ces temps difficiles, le désespoir n'est pas une option. Nous devons riposter par tous les moyens possibles.

Nous devons participer au processus politique : nous présenter aux élections, parler à nos législateurs locaux, étatiques et fédéraux, faire des dons aux candidats qui se battront pour la classe ouvrière de ce pays. Nous devons créer de nouveaux canaux de communication et de partage d'informations. Nous devons faire du bénévolat non seulement sur le plan politique, mais aussi pour bâtir une communauté au niveau local.

Tout ce que nous pouvons, nous le devons.

Il va sans dire que j'ai l'intention de faire ma part – à la fois à l'intérieur de la rocade et en voyageant à travers le pays – pour défendre un pays de classe des travailleurs. Dans les jours, les semaines et les mois à venir, j'espère que vous me rejoindrez dans ce combat. En signe de solidarité. »

## LES BRAS M'EN TOMBENT

### Pauvres actionnaires de la grande distribution...

Le Président du groupe les Mousquetaires (Intermarché), Thierry Cotillard, qui pleure dans le journal de 20h de France 2, car la grande distribution subit une forte pression pour baisser les prix ! Un vrai exercice de comédien tel celui qui mérite une Palme d'Or en la matière : Édouard Leclerc ! Pour info, le groupe les Mousquetaires, depuis 2022, ne cesse de battre des records de profits et de dividendes versés aux actionnaires ! Entre 2013 et 2023, le CA a crû de 52% passant de 27,4 à 41 milliards d'euros pour finir sur un CA de 47,9 milliards d'euros pour 2024 ! Côté rentabilité, la courbe de l'Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) est tout aussi impressionnante, en particulier entre 2022 et 2023. Il bondit en effet de 25%, de 757 à 946 millions d'euros ! L'agence de notation S&P Global donne un Ebitda de 1,2 milliard d'euros à horizon 2026 !!! Côté investissements courants du groupement (Capex), ils oscillent autour de 500 millions d'euros par an ces trois dernières années. Ainsi son résultat net varie entre 500 et 600 millions d'euros ces 5 dernières années et a avoisiné le milliard en 2023 (chiffres du groupe en cours de contrôle, probablement largement supérieurs !). Et les prix ? Et les salaires des travailleurs ? Là, pas besoin de contrôle, la vie nous ramène à la triste réalité...

# PLACE AU DÉBAT

## ÉCONOMIE DE GUERRE CONTRE SÉCURITÉ SOCIALE L'OFFENSIVE MACRON – BAYROU

Par Jean-Claude CHAILLEY

### Introduction.

La Cour des comptes a fourni un rapport considéré comme « la vérité des chiffres » sur les retraites, sinon la vérité de l'analyse, sur lesquels le « conclave » a commencé à travailler.

FO a dénoncé la « mascarade » car « Ni le format, ni le périmètre, ni la méthode ne nous conviennent ! » et a quitté le conclave dès la 1<sup>ère</sup> réunion.

Le conclave (rebaptisé délégation permanente) est supposé durer 3 mois. Rien ne garantit qu'il ira au bout.

**PUIS TRUMP A CHANGE LA DONNE** : il exige que l'Union européenne passe son budget défense de 2 à 5 % du PIB (France : 5% du PIB = 150 milliards par an !).

**CONSÉQUENCE : MACRON – BAYROU s'attaquent frontalement à la SÉCURITÉ SOCIALE.** Bayrou le 5 mars a convoqué un 2<sup>ème</sup> conclave couvrant cette fois l'ensemble de la Sécurité sociale (voir plus loin).

### I Les déclarations au vitriol de Bayrou contre les retraité.es présents et futurs.

Dans son discours de politique générale le Premier ministre, M. Bayrou, est d'une violence jamais atteinte contre les retraité.es actuel.les comme pour celles et ceux qui seront à la retraite dans 10, 20 ans, ou plus.

**Pour M. Bayrou « sur les plus de 1 000 milliards de dettes supplémentaires de notre pays ces 10 dernières années, les retraites représentent 50 % de ce total ».** Pour lui, le « vrai déficit » est de 55 milliards, à cause des surcotisations de l'État au régime de retraites des fonctionnaires, ce qui est faux, mais montre sa volonté de s'attaquer aux fonctionnaires.

#### Obligation de résultat du conclave

Le 26 février Bayrou donne aux syndicats une obligation de résultat, tout en leur fixant ses lignes rouges et celles du patronat : leurs propositions doivent « rétablir l'équilibre des comptes pour 2030 ...sans dégrader la trajectoire du reste de nos finances publiques... et en tenant compte de la compétitivité et de l'emploi ». Donc ordre de faire des économies, refus de toute augmentation de cotisation sociale et même de salaire. Les syndicats patronaux ont déjà gain de cause.

**Les syndicats devraient mettre en œuvre la « règle d'or »... et ça pourrait devenir permanent.** Ils auraient par exemple à choisir entre baisser les pensions ou augmenter l'âge de départ à la retraite, puisque toutes les autres options sont rejetées d'avance par le gouvernement.

### II Pour la Cour des comptes « on dépense 4 points de PIB de plus que l'Allemagne ». Les retraites en France sont 30 % trop élevées.

Pour la Cour des comptes on dépenserait 4 points de PIB de plus que le pays « modèle », l'Allemagne. 4 points de PIB c'est 120 milliards. Les pensions de retraite doivent baisser progressivement de 30 %.

**Conséquence : il faudrait donc travailler bien au-delà de 64 ans et baisser les pensions pendant des décennies.**

**D'ores et déjà le gouvernement travaille sur les coupes budgétaires du PLFSS 2026. On parle de 35 milliards d'économies supplémentaires sur la Sécu et les services publics !**

**Non les retraité.es ne sont pas des riches !**

Pension droit direct, y compris majoration pour 3 enfants ou plus				Pension totale (droit direct, réversion, et majoration 3 enfants ou +)			
Brute			Nette	Brute			Nette
F	H	Ensemble	Ensemble	F	H	Ensemble	Ensemble
1268	2050	1626	1512	1539	2077	1786	1662 €

Pension 2022, source DREES.

- **Comment se compare la pension de droit direct moyenne** (y compris éventuelle majoration pour 3 enfants et + résidant en France **par rapport au revenu net d'activité moyen ? Ensemble 59,6 %. Hommes 75 %. Femmes 46,6 %.**
- Il y a forte baisse du pouvoir d'achat pour tous, et encore plus pour toutes.
- La pension des femmes est 38 % inférieure à celle des hommes : salaire inférieur même à poste égal, surreprésentation des carrières hâchées, temps partiels imposés, effet des maternités,...).
- Ce sont des moyennes : 3 retraités sur 10 résidant en France (49 % femmes, 15 % hommes) ont une pension inférieure ou égale à 1000 € bruts / mois.
- La Sécurité sociale a nombre de mesures solidaires. La réversion – souvent dans le collimateur pour son budget de 37 milliards en 2022– représente 9 % du montant de la pension moyenne de droit direct. Elle ramène l'écart de 38 % à 26%, ce qui est loin d'être négligeable : il faut la défendre !
- En 2022 le SMIC brut était de 1603,12 € pour 35 heures. Net: 1325,05 € (INSEE).
- En euros constants la pension nette moyenne a baissé de 3,2 % entre 2017 et 2022, sans rattrapage depuis.

### III « LE NIVEAU DE VIE DES RETRAITEES SUPERIEUR AUX ACTIFS »

Lorsqu'on voit le montant des retraites il est difficile de convaincre que les retraité.es sont riches. Alors on le passe sous silence.

**Dans les médias on parle du niveau de vie des retraités qui est supérieur aux actifs. Il serait donc logique de baisser les pensions par tous les moyens, à minima de la moitié « riche » des retraité.es sommée de rejoindre les « pauvres ».**

- Il s'agit d'inculquer qu'il est normal d'avoir un niveau de vie en baisse importante lorsqu'on est à la retraite.
- **Il y a contradiction entre le niveau des pensions et l'affirmation que le niveau de vie est supérieur aux actifs.** La raison fondamentale c'est que **le niveau de vie moyen des actifs est plombé par les millions de chômeurs, précaires, RSA, ubérisés, ... qui baissent considérablement la moyenne dite « des actifs ».**
- **Ce n'est pas le niveau de vie des retraité.es qui est trop élevé – il ne l'est pas assez -, mais le niveau de vie des actifs qui est trop bas !**

### IV Nous persistons à exiger l'abrogation de la réforme des retraites, comme de toute variante qui aboutirait au même résultat, voire pire.

- **Fake news** : non dans les pays européens on ne travaille pas jusqu'à 67 à 70 ans, voire davantage, comme le disent les médias. L'âge réel de départ en retraite en Europe n'est supérieur que de 11 mois à la France, alors que l'âge réel de départ en retraite augmente sans cesse en France, notamment avec la réforme Hollande – Touraine.
- **« Travailler plus » ne passe pas par la retraite à 67 – 70 ans, ni même à 64 ans, ni par la remise en cause des 35 heures qu'on nous donne comme objectif des Macron, E Philippe,...** :  
**Il y a actuellement 6 millions d'inscrits à France Travail dont 3, 3 millions sans aucune activité. Toutes et tous, veulent travailler ou travailler plus, dont nombre sont virés bien avant 60 ans.**

La France est maintenant 11<sup>ème</sup> en PIB par habitant de l'Union européenne (corrigé du pouvoir d'achat des différentes monnaies). C'est la « politique de l'offre », accentuée en France depuis 2014, les 200 milliards d'aides annuelles aux entreprises, qui doivent être remis en cause.

Il faut au contraire une politique économique et sociale créant des emplois utiles, augmenter les salaires et cotisations sociales.

## La dramatisation pour faire croire qu'il s'agit de sommes gigantesques.

PLFSS 2025 définitif ; branche retraites. milliards €						
	023	024	025	026	027	2028
Recettes	72,5	87,6	96,6	06,3	14,0	321,9
Dépenses	75,1	93,6	04,1	12,0	21,1	330,8
<b>Solde</b>	<b>2,6</b>	<b>Cui se</b>	<b>7,5</b>	<b>5,7</b>	<b>7,1</b>	<b>-8,9</b>

**Actuellement on est dans des soldes négatifs très modestes.** L'effet des 64 ans plafonnera à 7 milliards en 2032.

En 2045 on parle d'une trentaine de milliards, soit seulement 1 point de PIB de besoin de financement, facile à dégager.

## V Résister à l'offensive hystérique pour imposer un étage de capitalisation. Une « dose » de capitalisation pour une « dose » de pension de retraite n'a aucun sens !

Qui peut croire que les partis de droite et d'extrême droite veulent « sauver notre modèle social » par un étage de capitalisation obligatoire ? Le MEDEF est plus direct : pour lui notre modèle social est « à bout de souffle ».

**La baisse programmée des pensions** pour les décennies à venir prouve qu'il s'agit de **substitution**, préparant de nouvelles exonérations de cotisations sociales « patronales ».

### Les fonctionnaires dans le collimateur de la capitalisation.

Plus personne ne parle comme Bayrou de « surcotisation » cachée pour les fonctionnaires. D'autant qu'à qualification égale les pensions du privé comme du public sont équivalentes. Mais maintenant on affirme « qu'on ne peut plus les payer ». **Et de donner « l'exemple » du Québec : les fonctionnaires devraient passer à la capitalisation.**

## VI Pour des prestations définies pour les générations présentes et futures.

L'âge, comme le niveau de remplacement des pensions doivent être garantis. **Les ressources doivent y adapter au lieu d'être des variables d'ajustement budgétaires.**

## VII Comment les financer dans les années et décennies à venir ?

Par une politique qui favorise l'emploi, l'industrie, les services publics, la transition écologique. Par le rattrapage de la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée (environ 8 points depuis les années 83), dont l'égalité femmes – hommes.

**L'ensemble des rémunérations 2023 est proche de 1500 milliards.** Une augmentation de salaire de 2%, qui peut être sous forme d'augmentation de cotisations sociales –ce qu'a fait Croizat puis des successeurs-, ce serait 30 milliards. Il s'agit d'un rattrapage partiel. **Certes ça diminuera dans le court terme les profits et dividendes, d'ailleurs très excessifs. Mais il y aura un effet relance de l'économie bien nécessaire.**

## VIII L'ÉCONOMIE DE GUERRE contre la SÉCURITÉ SOCIALE.

- L'OTAN avait demandé à l'Europe d'augmenter son budget défense à 2 % du PIB. C'est fait. Voici l'évolution du budget défense France avec la dernière loi de programmation militaire votée largement (sauf NFP : votes contre et abstentions)

**2018: 34,4 milliards / ...**

**2024 : 47,2 milliards / 2025 (loi de finance) : 50,5 milliards / 2026 53,7 milliards / 2027 : 56,9 milliards / 2028 : 60,4 milliards / 2029 : 63,9 milliards / 2030 : 67,4 milliards. Doublement qui ne suffit déjà plus.**

- **2025 : Trump demande à l'Europe de passer à 5 % du PIB, et de s'occuper de l'Ukraine.**

- **Emmanuel Macron selon les jours est d'accord avec Trump pour passer à 3, ou 4 ou 5 % du PIB** (ou progressivement vers 5%). **Fédéraliste**, il veut instaurer « **l'Europe de la défense** » pour s'occuper de l'Ukraine et de la Russie. **(Il s'agirait de sous-traitance : les Etats-Unis ont les moyens de tout contrôler pour très longtemps).**
- **Les conséquences économiques et sociales de « l'économie de guerre » :**
  - **4 % du PIB ce serait 120 milliards, 50 milliards d'augmentation, avec leurs effets sur les déficits, la dette, et aussi le taux d'intérêt sur les marchés financiers.**  
Les emprunts pour faire rouler la dette de la France pourraient monter à 100 milliards dès 2028 (Les Echos). Le budget défense + les intérêts de la dette pourraient passer à 200 / 220 milliards, **soit environ 7 points de PIB !**
  - **L'économie de guerre c'est aussi la crainte de l'avenir qui ralentit la consommation, donc l'économie, c'est l'augmentation de l'inflation, puis la lutte contre l'inflation en créant davantage de chômage, c'est le manque de budget pour la transition écologique, déjà sacrifiée** (sans qu'on entende trop de protestation), **c'est l'austérité...**
  - Pour Emmanuel Macron, pour Eric Lombard, il faudra « faire des (*gros*) efforts ». Le budget de la Sécurité sociale approche de 700 milliards. C'est là qu'ils veulent couper.

## **IX L'OFFENSIVE MACRON -BAYROU CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE.**

**Le 5 mars BAYROU SAISIT LE HCFEA** (Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge où les syndicats sont marginalisés) pour ce qui est de fait un **2<sup>ème</sup> conclave**, mais pour **TOUTE LA SÉCURITÉ SOCIALE.**

**Le 5 mars MACRON dans son adresse aux Français:** « mobiliser des financements privés mais aussi des financements publics, **sans que les impôts ne soient augmentés.** Pour cela, il faudra des **réformes, des choix, du courage** ». **S'il n'y a pas de ressources supplémentaires il ne peut y avoir que des coupes budgétaires massives.**

**Le 5 mars BAYROU au HCFEA :** « **des économies réelles et durables** » sur la Sécurité sociale. « **Les comptes sociaux doivent contribuer pleinement au redressement global des finances publiques** ».

**NON ! La Sécurité sociale n'est pas la variable d'ajustement des « finances publiques » !**

**Plus que jamais il FAUT DÉFENDRE LA SÉCURITE SOCIALE, elle a des ennemis puissants qui veulent s'en débarrasser. Pour le MEDEF la Sécurité sociale « n'est plus soutenable », pour la droite et l'extrême droite, non plus.**

**La Sécurité sociale doit fêter son 80<sup>ème</sup> anniversaire le 4 octobre**

**ORGANISONS LA MOBILISATION DE MASSE POUR SAUVER et RECONQUERIR NOTRE SÉCU !**

## **AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?**

**Sale temps pour les Mutuelles :** La ministre Catherine Vautrin prépare une nouvelle contribution des Organismes Complémentaires d'Assurance Maladie (OCAM). **L'option envisagée est une hausse pérenne de deux points de la Taxe de Solidarité Additionnelle (TSA)**, ce qui représenterait un coût supplémentaire de plus de 1 milliard d'euros par an pour les complémentaires santé. Ni le calendrier ni le véhicule juridique de cette mesure ne sont encore connus.

Casse de la Sécu, taxe sur les cotisations mutualistes : le gouvernement fait payer les ménages ! Faute d'un financement à la hauteur des besoins, la Sécu recule. Le projet de loi de finances pour la Sécurité sociale a été adopté définitivement. Bien que les transferts de charge initialement prévus aient été abandonnés dans le PLFSS, le Gouvernement persiste à vouloir faire contribuer davantage les complémentaires santé, et, par conséquent, leurs adhérents.

# COUP DE GUEULE

## Et si au lieu de tailler dans les dépenses on augmentait les recettes ?

Par Marinette BACHE et Pierre KERDRAON

Depuis des mois on nous abreuve de propos alarmistes sur le déficit de la France. En cause, nous dit-on, les dépenses et notamment les dépenses sociales. Les retraités seraient trop riches par rapport à leurs homologues européens, la Sécurité sociale coûterait trop cher, les entreprises seraient écrasées par les taxes sur le travail, les chômeurs seraient trop indemnisés. A entendre les libéraux de tous poils, la France serait au bord de la faillite et il faudrait une grande purge sociale pour que tout revienne dans l'ordre.

Pourtant, à y regarder de près, on s'aperçoit que l'augmentation des déficits de ces deux dernières années ne provient pas de dépenses excessives mais de recettes insuffisantes.

Ce que les économistes libéraux oublient de nous dire c'est que cette situation est la conséquence de la politique de l'offre qui s'est traduite par une baisse des charges des entreprises depuis 2017 (et même un peu plus tôt avec le CICE décidé sous Hollande sans aucune contrepartie). Or, moins de charges pour les entreprises, c'est moins de recettes pour l'État. En outre, les faillites des entreprises ont atteint un niveau record en 2023 et 2024. Résultat de la fin du « quoi qu'il en coûte » mais aussi du coût de l'énergie.

Si les multinationales peuvent se délocaliser aux USA où l'énergie est bon marché, ce n'est pas le cas des petites et moyennes entreprises. Du coup, la TVA ne rapporte pas assez.

Pourtant, de l'argent il y en a. D'après une information de BFMTV (peu susceptible de complaisance vis-à-vis des salariés !) le patrimoine des « ultras-riches » a augmenté de 439% en France, 175% en Allemagne, de 170% aux États-Unis, de 168% au Royaume-Uni. Si le SMIC en France- avait augmenté aussi vite, il serait de 4805€ !

Cela n'a pas empêché le gouvernement de refuser une modeste contribution exceptionnelle de 0,5 % sur les ménages les plus riches. Ni le ministre de l'économie Éric Lombard de refuser de prolonger en 2026 la surtaxe d'impôts sur les sociétés décidée en 2025 pour les entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires. Cela, sous le prétexte de garder la fiscalité française « attractive », « dans un monde de concurrence ». *Peanuts au moment où l'Amérique de Trump fait le forcing pour attirer les entreprises étrangères à s'implanter aux USA.*

*En outre, le meilleur moyen de réduire les déficits n'est-il pas d'investir massivement tant dans la défense que dans les infrastructures car cela rapporte immédiatement à l'Etat via la TVA ? Or, les entreprises préfèrent rémunérer grassement leurs actionnaires plutôt que d'investir. Investir plutôt que de faire fi de notre système social, de nos services publics, de la relance de nos industries, du soutien à l'emploi. C'est aussi le meilleur moyen d'agir pour le monde de demain, pour faire face aux grands défis écologiques et au réchauffement climatique.*

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet** : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... Portable : .....  
E-mail : .....  
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
**À retourner à** : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)